

LA CORRUPTION EN ALGÉRIE

COMPRENDRE POUR MIEUX COMBATTRE

par Hocine Belalloufi
"Algérie Confluences"

édition du jeudi

Jeudi 28 février 2013

La corruption est généralement appréhendée d'un point de vue strictement moral. Nous la condamnons parce qu'elle se trouve en contradiction avec une norme sociale établie : l'« honnêteté ». S'offusquer et condamner l'atteinte à une règle sociale aussi élémentaire qu'importante peut se comprendre lorsqu'il s'agit de juger l'attitude d'une ou de plusieurs personnes impliquées dans un scandale. Mais quand le phénomène devient massif, profond et permanent, on ne peut plus en rester au niveau du seul registre de l'éthique.

De même que ne suffit plus la vision politicienne qui tend inexorablement à circonscrire le phénomène à une famille, un clan – présidentiel par exemple – ou à une « mafia politico-financière », dans le seul but de le combattre et d'empêcher un président en exercice de convoiter un énième mandat.

Il faut donc chercher à comprendre, au-delà des visions strictement moralisatrices ou politiciennes, le sens profond, la « rationalité » cachée du phénomène de la corruption en Algérie.

Un fléau équitablement mondial

Contrairement à une idée assez répandue, la corruption en Algérie n'a rien de spécifique ni d'extraordinaire. Ce fléau n'épargne aucun Etat. Madoff n'est pas Algérien, pas plus que Silvio Berlusconi, Bernard Tapie, Bo Xilai, José Dirceu (ancien bras droit du très populaire Lula), les fils et neveu de Jacob Zuma et nombre de dirigeants de l'ANC (Congrès national africain), l'ancien ministre indien Andimuthu Raja, le général saoudien Khaled Ben Sultan, l'ex-président de SNC-Lavalin, Pierre Duhaime...

En Russie, la corruption atteignait 50% du PIB selon un rapport indépendant réalisé de juillet 2009 à juillet 2010 par l'Association des avocats pour les droits de l'homme.

La vertueuse Suisse, classée depuis toujours parmi les pays les moins corrompus de la planète par des institutions internationales peu regardantes, est selon l'expression de Jean Ziegler le « receleur du monde ». Elle accueille nombre de fortunes mal acquises de la planète.

Même le Vatican se trouve au cœur de multiples scandales financiers.

Choqués par le nombre et l'ampleur des affaires dans notre pays, nous avons tendance à considérer que l'Algérie serait le pays de la corruption par excellence. Remettre en cause une telle vision ne signifie bien évidemment pas banaliser et encore moins cautionner la corruption chez nous.

Mais il faut rappeler que ce fléau constitue un mal universel. Il suffit d'effectuer une recherche sur internet pour s'apercevoir qu'aucun Etat n'échappe à ce fléau qui ronge la planète. Aucun domaine ne lui échappe : finance, production, culture, politique...

Le sport lui-même est gangrené : matchs truqués dans l'Union européenne de football (UEFA), attribution de l'organisation de la coupe du monde de football au Qatar, affaire Lance Armstrong dans le cyclisme, paris en ligne dans le Handball...

Un couple indestructible

La corruption domine le monde parce que la recherche effrénée du profit est le moteur du village capitaliste planétaire. On ne produit pas pour satisfaire des besoins humains, mais pour réaliser des dividendes et pour évincer les entreprises rivales. Le principe de la « *concurrence libre et non faussée* » cher aux élites néolibérales incite les banques et les entreprises à se livrer une guerre sans merci.

Tous les coups sont permis pour rafler le maximum de marchés. Le marché mondial chanté par les idéologues de la pensée unique constitue un véritable champ de bataille où personne ne fait de quartier ni de prisonnier.

La guerre économique entre grands groupes dégénère parfois en conflits militaires ouverts par intermédiaires locaux interposés.

Au Soudan dans les années 1980, la France soutenait le régime d'El Bachir pendant que les Etats-Unis armaient la rébellion de John Garang. Paris et Washington pourtant alliés soutenaient leurs firmes pétrolières respectives !

Même scénario au Congo Brazzaville dans les années 1990. Le président Pascal Lissouba entendait traiter avec des firmes étasuniennes alors que l'actuel titulaire de la charge Denis Sasso N'guessou défendait les intérêts du groupe français Elf.

Ainsi, la célèbre « *main invisible du marché* » ne régule pas l'économie, mais la dérégule au contraire. Et c'est la guerre qui, comme en 1939-1945, vient « réguler » le marché en mettant fin à la crise de surproduction afin de permettre à la machine économique capitaliste de repartir pour une nouvelle période historique de croissance... jusqu'à la crise suivante « réglée » par une nouvelle guerre !

Tout le monde est coupable

Une autre idée fausse prétend que tout le monde est corrompu. Cela revient à ignorer le refus de nombreux citoyens de céder à la tentation.

D'honnêtes citoyens ont vécu l'enfer pour avoir dénoncé ce fléau comme l'illustre le récent ouvrage d'Achour Bououni [1].

Une autre façon de justifier la corruption consiste à placer sur un pied d'égalité le pauvre parent d'un cancéreux des Hauts-Plateaux ou du Grand-Sud venu dans la capitale pour tenter d'obtenir un rendez-vous dans un hôpital public, dans l'espoir que le malade n'agonisera pas dans d'indicibles souffrances, et le ministre, le général ou le golden boy établi à l'étranger qui empochent des dizaines de millions de dollars de pots-de-vin en vue de favoriser certaines entreprises étrangères lors de la passation de marchés.

L'objectif de ce misérable sophisme vise à banaliser et donc à légitimer la grande corruption qui fragilise l'économie du pays par le détournement de sommes faramineuses souvent placées à l'étranger. Pourquoi en effet condamner la corruption si tout le monde la pratique et en profite ?

Selon cette vision perverse, « *il n'existe qu'une différence de degré, mais tous les Algériens sont corrompus à un niveau ou à un autre.* »

Les partisans de cet amalgame entendent noyer la vraie délinquance financière dans une prétendue corruption généralisée afin de justifier le crime.

Les petits arrangements quotidiens s'imposent à une grande masse de citoyens qui ne disposent d'aucun droit de recours face à la machine bureaucratique qui les écrase.

Tentant de survivre dans un environnement hostile, ils usent parfois de combines en vue de jouir de droits formellement consacrés par la loi mais qui ne sont pas effectifs.

Ces arrangements de pure nécessité n'ont rien à voir avec la corruption de la minorité qui s'est enrichie aussi massivement qu'illégalement en touchant des commissions rétrocédées en partie aux corrupteurs ou en échappant au fisc : travailleurs non-déclarés, évasion de capitaux, non paiement d'impôts...

La corruption après 1962

Au sortir d'une guerre de libération nationale particulièrement éprouvante (destructions massives, confiscation de biens, expulsions, camps de regroupement...), la société algérienne était majoritairement composée de familles pauvres.

Tout le monde ne vivait pas dans la misère, mais le nombre de grands entrepreneurs (Tamzali, Benchicou, Hamoud Boualem...) était dérisoire. Les propriétaires terriens, grands ou moyens, se comptaient en dizaines de milliers. On trouvait également des commerçants gros et moyens, mais aussi et surtout des petits et très petits boutiquiers, des artisans et autres vendeurs ambulants. Dans sa grande majorité, le peuple algérien soumis au joug colonial avait été paupérisé, dépossédé de sa terre et de ses biens. Il se trouvait en situation de survie.

Le sort de cette majorité s'améliorera relativement au cours des deux premières décennies de l'indépendance grâce à une politique de justice sociale et de développement économique volontariste.

La corruption économique et politique se déploiera néanmoins dès le départ. Des nantis et des puissants s'accapareront ainsi, dès 1962, des biens mobiliers et immobiliers abandonnés ou revendus pour une bouchée de pain par des Européens en partance. D'autres ou les mêmes profiteront de relais anciens ou nouveaux dans l'appareil d'Etat pour réaliser de fructueuses affaires. Certains achèteront même un passé de révolutionnaires. Mais la corruption ne sera pas dominante.

De 1962 à 1980 à peu près, la corruption se développera : passation de contrats avec des firmes étrangères, détournement de richesses du secteur public vers un secteur privé en voie de développement accéléré, opposants réels ou potentiels à qui le pouvoir octroiera les moyens de se transformer en entrepreneurs ou en commerçants...

La corruption participera à un processus de différenciation sociale qui sera encore limité et contrôlé.

La corruption prend son envol

Depuis trente années, la corruption a changé d'échelle et a puissamment participé à la métamorphose de la société algérienne post-indépendante. *D'austère et relativement égalitaire, celle-ci est devenue en trois décennies consumériste et profondément inégalitaire.* Jamais la société n'a été aussi polarisée qu'aujourd'hui entre une minorité extrêmement riche et une majorité pauvre ou en voie de paupérisation accélérée.

Vouloir faire porter la responsabilité exclusive de ce phénomène, hier à Chadli et à son clan et aujourd'hui à Bouteflika et à son clan, s'avère aussi dérisoire que mystificateur. Certes, ces deux présidents portent indéniablement une responsabilité politique majeure dans le développement du phénomène, mais celui-ci les dépasse largement et renvoie à un mouvement en profondeur de toute la société.

La corruption est organiquement liée à la transition à l'économie de marché. Elle a constitué l'une des formes principales du processus d'accumulation primitive du capital qui a participé à l'émergence de deux classes principales du mode de production capitaliste : les propriétaires de moyens de production, au pôle supérieur, et ceux qui vivent du fruit de leur travail manuel et/ou intellectuel (salariés), au pôle inférieur.

L'enrichissement spectaculaire d'une partie des Algériens au cours des trente dernières années n'a pu provenir de leur épargne, les salaires de l'époque étant dérisoires. Certains ont bénéficié d'une aide de l'Etat (mécanismes de soutien à la création d'entreprises), mais peu ont réussi à se hisser au stade de « *capitaine d'industrie* ». Car il ne suffit pas de recevoir un capital de départ et d'acheter quelques machines. Il convient également de disposer d'un local, d'un fond de roulement et, surtout, d'un capital de relations dans l'appareil administratif et économique qui permet de décrocher des marchés.

Le principe de « *l'égalité des chances* » est un slogan creux dans la mesure où il accorde des droits identiques à des individus profondément inégaux. Ils ne sont pas armés de la même façon pour en bénéficier.

La corruption sous toutes ses formes (l'informel, les détournements, l'évasion fiscale, les commissions...) a donc joué et continue de jouer un rôle objectif dans la formation du capitalisme algérien et de ses classes fondamentales : la bourgeoisie et le prolétariat.

Les spécificités algériennes

Il existe cependant des différences importantes par rapport au même processus d'accumulation en Europe, aux Etats-Unis, au Japon ou en Chine aujourd'hui.

La première réside dans le fait que les possédants algériens qui disposent d'un capital argent ne l'investissent généralement pas dans le système productif (industrie, agriculture...) pour assurer sa reproduction et son élargissement. Ils préfèrent « investir » dans des secteurs à rendements rapides et peu risqués tels que ceux de l'importation, du commerce et des services.

Ces « capitaines du profit » ont bénéficié du démantèlement du monopole d'Etat sur le commerce extérieur pour se l'approprier et inonder ainsi le marché local de marchandises produites ailleurs.

Ils ont contribué à achever ce qui restait du tissu productif national.

Mais ce saccage organisé de l'industrie algérienne n'a été rendu possible que par la décision des pouvoirs publics de liquider le monopole public, de brader les entreprises nationales et de se soumettre aux injonctions du FMI et de la Banque mondiale.

Il existe donc un lien direct entre le rôle des « investisseurs » et celui des dirigeants qui ont élaboré et mis en œuvre les différentes politiques économiques.

Le résultat de cette véritable contre-révolution par rapport au projet de développement national indépendant des deux premières décennies de l'indépendance réside dans le double caractère non-productif et dépendant de l'économie algérienne.

Comment préserver la souveraineté du pays alors même que l'on liquide les bases matérielles de celle-ci ?

La seconde spécificité réside dans le fait que ces nouvelles couches parasitaires préfèrent la consommation de luxe (bijoux, plantes d'ornement, meubles et voitures haut de gamme, restauration et hôtellerie grand standing...) à l'investissement.

Les profits réalisés localement sont quant à eux placés sur des comptes à l'étranger, dans l'immobilier, l'achat d'actions...

De telles couches sociales ne peuvent objectivement être patriotes. Elles forment une bourgeoisie compradore dont les intérêts sont organiquement liés à ceux de leurs partenaires étrangers dont elles se font les porte-parole.

Cette bourgeoisie compradore mène campagne contre toute atteinte aux intérêts étrangers (loi des 51/49%, instauration du Crédoc...). Elle fustige la moindre velléité de patriotisme économique. *Elle est antinationale.*

Ainsi et contrairement à ce que pensent beaucoup ces caractéristiques de notre classe possédante n'induisent pas l'inexistence dans notre pays d'un capitalisme quelque peu idéalisé car appréhendé par le biais des manuels d'économie politique classique ou néoclassique ou par celui du mirage que représente les émirats pétroliers du Golfe persique.

Comme dans la plupart des pays du Sud, notre capitalisme est dominé, déstructuré, soumis...

Il ne peut en être autrement tant que n'existe pas une volonté de renouer avec un véritable projet de développement national.

*par Hocine Belalloufi
"Algérie Confluences"
le 28 février 2013*

Notes

[1] Achour Bououni : « **Appelez-moi colonel** », Koukou éditions, Alger 2012.